



Finistère

Penn Ar Bed



Bulletin trimestriel de la FSU du Finistère

CPPAP: 1022 S 07559	Directeur.rice de publication : Florent Martinie et Sabrina Manuel	Prix : 0,4 €	N° 2
SOMMAIRE Bulletin de décembre 2021 Page 1: Édito Page 2: SNES : que du blabla ! <i>SNUipp : allègement du protocole et flambée épidémique</i> Page 3: Émancipation : quelle FSU 29 pour quelle transformation sociale ? Page 4 : Rappel des dates des congrès de la FSU	Maison du Peuple 2 Place É.Mazé 29283 BREST CEDEX 71 rue Jacques Le Viol 29000 QUIMPER Email : fsu29@fsu.fr Site : http://fsu29.fsu.fr Facebook : https://www.facebook.com/fsu29/	17/12/2021	SITE DE DEPOT P4 LA POSTE DISPENSE DE TIMBRAGE

Engagé.e.s contre les violences faites aux femmes

En France, les violences faites aux femmes ont augmenté de façon significative à l'occasion des confinements successifs. De nouvelles affaires de violences sexuelles éclatent chaque jour, révélant leur caractère massif et systémique : 94 féminicides ont déjà été commis depuis début janvier!

Les faits :

1 femme sur 3 déclare avoir été victime de harcèlement sexuel sur son lieu de travail.
Seuls 3 cas de violence sur 10 sont rapportés à l'employeur.
Dans 40 % des cas, la résolution s'est faite au détriment de la victime.
Seulement 40 % des agresseurs présumés ont été sanctionnés.

L'inaction du gouvernement

La loi dite de Transformation de la Fonction publique (LTFP) conduit à l'affaiblissement des compétences des actuels CHCST, instances de représentation des personnels pourtant indispensables pour traiter



efficacement des questions de sécurité et de conditions de travail et donc des Violences faites aux femmes sur les lieux de travail.

De nombreux employeurs publics, dont l'Éducation nationale, sont à la traîne dans la mise en application des plans d'action égalité professionnelle.

La FSU 29, dans l'action, a soutenu et a participé à la semaine brestoise contre les violences faites aux femmes et aux filles organisée par le planning familial et le collectif des brestoises.

Florent Martinie, co-secrétaire départemental

Que du blablabla!

Arrivé au mois de novembre, le bilan de rentrée tardif donné par la DSDEN29 n'a surpris personne sur les restrictions annoncées dans le précédent bulletin FSU29.

Nous constatons encore une baisse de 0,61% de DGH par rapport à la rentrée 2020. Certes concernant les effectifs, le bilan de rentrée est moins bon que celui de l'an dernier. Ces baisses restent toutefois faibles en collège et lycée. C'est en lycée professionnel que l'on s'interroge le plus. la réforme du LP n'a probablement fait qu'accentuer l'évaporation du public vers des filières plus générales ou technologiques. Les moyens en DGH baissent encore et toujours. Nous avons remarqué que les moyens pour faire les ajustements de rentrée sont passés de 1,4% l'an passée à 0,9% cette année. Moins de moyens, des classes toujours aussi chargées, la situation ne s'améliore pas, voire empire dans certains établissements. Nous savons que sur l'académie, ce sont 410 suppressions d'ETP à cette rentrée, portant à 7900 emplois supprimés dans le 2nd degré en 5 ans.

Aussi, le département de Finistère n'échappe pas à la purge pratiquée d'années en années, même si la situation en milieu rural demande de la prudence en limitant de trop fortes suppressions de postes pour maintenir un service public d'éducation...pour l'instant !

Le budget voté par l'assemblée nationale ne permet plus de répondre aux besoins accrus dans les académies et les départements à forte densité. En conséquence, le transfert des besoins vers ces derniers assèche les départements plus ruraux des moyens indispensables pour mener une politique éducative respectueuses des personnels et des élèves.

Les effectifs sont maintenus au plus haut dans beaucoup de classes, alors que la politique d'inclusion accroît les charges de travail des collègues qui dispose de trop peu de moyens pour mener correctement leurs missions d'éducation.

Nous constatons que le décret encadrant l'effectif des ULIS n'est toujours pas respecté dans le département: des

classes à 14 au lieu de 10 maximum. La situation devient dramatique dans plusieurs établissements. Cela crée une souffrance chez les élèves évidemment mais aussi chez les personnels qui doivent gérer un nombre d'élèves grandissant avec des handicaps toujours plus lourd. La DSDEN29 ne donne aucune solution et répond que le nombre de place en IME reste très insuffisant.

La situation des AESH reste inacceptable. Ces personnels ont un vrai métier qui mérite un vrai salaire et un vrai statut. Comment s'étonner qu'il y ait des problèmes de ressources humaines ? Et pourtant le président Macron avait promis en mai 2017, de revoir totalement le statut et les salaires des AESH. Au final rien n'a été fait, pire encore leurs conditions de travail se sont dégradées.

L'arrivée de professeurs stagiaires contractuels apprenant pose beaucoup de problèmes. Pas de formation préalable à la prise de classe, une formation insuffisante par la suite et un concours à préparer ! Rien est fait pour attirer de façon pérenne les collègues dans notre profession avec un tel dispositif.

Pour conclure, la FSU fait chaque année un constat plus amère que l'année précédente sur les moyens alloués pour l'EN. Rappelons que le ministère de l'EN a rendu 75M€ au budget 2021 ! La politique mise en oeuvre ne fait qu'accroître chaque année les difficultés pour les collègues avec des effectifs de classes pléthoriques qui ne permettent pas de faire face à des disparités croissantes des élèves.

Les missions sont toujours plus accrues (comme l'inclusion, l'orientation...), le temps de présence devant élèves diminue avec chaque réforme et les moyens fondent comme actuellement la banque...

Les promesses d'amélioration du ministre de l'Éducation Nationale sont comme l'a été la COP26, que du blablabla!

Yves PASQUET, secrétaire départemental du SNES du Finistère

Allègement du protocole et flambée épidémique

Alors que le taux de contamination des 6-10 ans explose (553 pour 1000 dans le Finistère au 01/12, +96,5% en 1 mois) et que plane le risque du variant Omicron, Blanquer a décidé fin novembre d'alléger le protocole sanitaire: plus de classe fermée quand un cas positif est découvert dans une classe.

En revanche, on fait tester tous les enfants. Cela ne peut nous satisfaire. En effet, un élève cas contact testé négativement le lendemain de la découverte du premier cas positif dans une classe peut s'avérer positif jusqu'à deux jours plus tard et contaminer entre-temps les autres élèves. Alors que le dernier point sanitaire montrait un niveau jamais atteint d'élèves de primaire positifs au Covid (plus de 33 000

en semaine 48), Blanquer lui, se congratule de fermer moins de classe.

Cette décision d'alléger le protocole est déraisonnable. Le SNUipp-FSU s'est adressé à Jean-Michel Blanquer afin que soient annulés les assouplissements du protocole sanitaire dans ce contexte de flambée épidémiologique. Nous rappelons également qu'il n'est pas possible d'assurer simultanément l'enseignement en classe et la continuité pédagogique à distance. Ainsi notre consigne aux enseignant-es est de bien évidemment privilégier la classe « en présentiel » !

Sabrina Manuel, secrétaire départementale du SNUipp du Finistère

Quelle FSU 29 pour quelle transformation sociale ?

Une occasion de réorienter les mandats de la Fédération :

Les prochains congrès départementaux et national seront l'occasion de mandater la FSU sur ce qu'il faut mettre derrière le "syndicalisme de transformation sociale". Les textes transmis pour préparer les discussions et l'élaboration de ces mandats décrivent souvent avec une grande précision les effets du mode de production sur nos vies: du néo-management aux effets de la crise écologique en passant par la précarité qui s'étend sur nos salaires et sur nos conditions de travail. Hélas, les solutions proposées dans ces textes tournent autour d'une justice fiscale qui ne ferait, au mieux, que compenser les inégalités structurelles. Aussi, les modes de mobilisations ne sont envisagées que dans le cadre du "dialogue social".

Mais, dans la situation, comme le dit Frédérique Lordon sur son blog [La Pompe à Phynance](#), "Maintenant il va donc falloir le dire, et du seul dire capable d'armer une réponse à la hauteur : dans la dévastation en cours, c'est le capitalisme qui est en cause, et c'est du capitalisme qu'il faut sortir." Et une chose est sûre: nous ne sortirons pas du capitalisme sans ancrage dans les luttes sociales.

Quelques pistes pour s'y mettre ici et maintenant :

Prendre exemple sur les Antilles :

La mobilisation qui a débuté en Guadeloupe le 15 novembre était préparée par les syndicalistes du LKP depuis le mois de juillet. La grève générale et la plateforme des 32 revendications sont le fruit d'un processus de mobilisation. Nous devrions en prendre de la graine alors que le calendrier des réformes gouvernementales donne ici le "la" des communiqués et des journées "d'action" isolée. A quand des réunions et des meetings de militants syndicaux pour préparer un mouvement déterminé à perdurer jusqu'à satisfaction des revendications dans le Finistère ?

Aussi, créer des solidarités au delà du Finistère implique de soutenir le mouvement actuel aux Antilles. Nous pourrions commencer par prendre connaissance des revendications dont la cohérence sociale est dissimulées, à dessein, derrière une caractérisation "antivax" par les opposant.es à ces mobilisations. Quelques exemples de revendications dans l'Éducation : des moyens supplémentaires et des

recrutements de personnels techniques et encadrant, pour le dédoublement des classes et le respect des mesures sanitaires dans les écoles ; Un bâti scolaire et des équipements sportifs et culturels, rénové au plus vite, conforme aux normes parasismiques et débarrassé des rats...

Ce qu'il faut détruire et ce qui se construit ici :

Les mobilisations contre l'implantation d'un hangar Amazon à Briec sont l'occasion de développer des réseaux de réflexion et d'action contre l'emprise toujours plus grande des capitalistes sur nos vies et notre environnement. La FSU 29 est mandatée pour agir sur ce dossier mais les modes de communication interne permettent difficilement de s'organiser entre militant.es : poser la question des modes d'échanges au sein de la fédération départementale sera un autre enjeu du congrès. Même si la situation à Briec peut sembler trop avancée, un autre projet d'implantation plus grand encore est envisagé dans le Finistère sans que l'on sache encore où. La "guerre" n'est pas perdue ! Et peut être pas encore la bataille ! Plus d'infos : <https://www.stopamazon.bzh/index.php/Accueil>

Mais puisque lutter "contre" ne suffit pas, dans la catégorie "construction utile pour la société de demain", il est possible de prendre connaissance et de faire connaître la coopérative "Graine de libertés". Remise en question du droit de propriété, ambition d'une gouvernance partagée pour aborder en profondeur les difficultés de la socialisation des moyens de production (outils, semences, capitaux), promotion d'une recherche publique indépendante... les principes défendus en pratique via cette initiative sont à suivre avec intérêt. La FSU 29 développe depuis plusieurs mois des liens avec l'association Minga qui soutien aussi cette initiative. Pour plus d'information : <https://minga.net/soutenons-le-projet-de-cooperative-graines-de-libertes-hadou-ar-frankiz/> Encore une fois, le prochain congrès départemental sera l'occasion de discuter de la manière d'impliquer les forces de la FSU 29 dans une véritable transformation sociale.

Serge DA SILVA, SNES-Emancipation



F.S.U.29

**Congrès départemental
de la
FSU du Finistère**
mercredi 5 et jeudi 6 janvier 2022
à la
Maison du Peuple de Brest

10^{ème} CONGRÈS NATIONAL
METZ 31 janvier au 4 février 2022



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

